

que le gouvernement accroisse ses dépenses.» C'est l'attitude la plus dictatoriale que notre pays ait jamais vu adopter par un homme après son séjour sur les plages du Maroc. Il est revenu au Canada et a annoncé à la télévision nationale des réductions de 2 milliards de dollars. D'après ce que nous entendons dire, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ne savait même pas que CanFarm allait être aboli jusqu'après son retour à Ottawa.

Le gouvernement devrait être enfermé. Le Sénat n'est même pas assez bon pour eux. Il est grand temps que nous reconnaissons que le pays a été dirigé par des gens déterminés à tout prix à rester au pouvoir plutôt qu'à gouverner et dont la mentalité est de traiter la population comme des sujets et non des citoyens et qui une fois qu'ils sont au pouvoir, se croient maîtres absolus. Ils ont de propos délibéré effectué des coupes sombres dans les programmes pour mettre les gens en colère. Ils ont supprimé ou réduit des programmes sans plus de réflexion et sans chercher à savoir ce qu'en pensaient les gens, sans se demander si certains des programmes de recherche étaient nécessaires et n'auraient pas dû être abolis.

Le gouvernement prétend avoir réduit son budget pour l'année en cours de quelque 500 millions de dollars. Toutefois, en réalité, le gouvernement fédéral a augmenté ses dépenses de quelque 4 milliards de dollars par rapport à l'année dernière. Ce n'est nullement une réduction, monsieur l'Orateur. C'est une croissance qu'on n'aurait pu mieux orchestrer. Nous savons tous de quoi il s'agit. Il s'agit de la plus forte augmentation en dollars depuis que le programme de restrictions a été institué en 1975. Pourtant, le gouvernement prétend avoir effectué des réductions alors qu'il s'agit de la plus forte augmentation en dollars, et cela en période de restrictions.

Le gouvernement prévoit d'ici à 1980 une nouvelle augmentation des dépenses de 4.3 milliards. Il n'y a rien de plus hypocrite que le gouvernement quand il dit à la population canadienne qu'il se met la ceinture, alors qu'il continue de s'empiffrer goulûment. Le gouvernement et les gouvernements devraient avoir honte de siéger là où ils sont. S'ils avaient un minimum de courage ou de sincérité, ils quitteraient leur fauteuil pour siéger à titre d'indépendants. Les citoyens méritent il va sans dire d'être entendus, et non de se heurter à l'indifférence qu'on nous oppose ici quotidiennement.

On nous avait promis pour 1979 une hausse de 8.7 p. 100. Dans le premier trimestre de l'année, l'augmentation a été deux fois plus rapide, avec 17.3 p. 100. Cela n'empêche pas le gouvernement de prétendre qu'il y aura un répit, avec 6 ou 8 p. 100, d'ici la fin de l'année. Le gouvernement peint la situation en rose, sachant qu'elle est toute différente. On peut se demander s'il lui reste la moindre trace de sincérité, quand il nous dit des choses de ce genre en sachant pertinemment qu'il n'a aucun espoir d'atteindre l'objectif fixé.

Le gouvernement prétend réaliser 71 millions d'économies et de coupures dans les budgets de la Société Radio-Canada, alors que depuis trois ans le budget de la Société a augmenté de 48 p. 100. En coupant 71 millions, le gouvernement fait plafonner simplement la Société Radio-Canada au niveau de l'an dernier. Au cours des trois dernières années, le budget de la Société Radio-Canada a augmenté de 48 p. 100 et il dépasse maintenant les 500 millions. Encore une fois, le gouvernement jette de la poudre aux yeux. Il veut faire croire à la population

qu'il se serre la ceinture. Voilà bien ce gouvernement, gouvernement de l'illusionisme, du maquillage. Des hommes et des femmes sachant prendre tous les masques, mais qui n'ont pas le simple courage de parler de façon directe et honnête à l'opinion. Il est grand temps que le mécontentement manifesté par l'électorat le 16 octobre puisse s'exprimer à l'échelle nationale.

En deux décennies, les dépenses fédérales sont passées de 6.2 milliards à 47 milliards. On entend aussi l'autre côté geindre qu'il va maintenant imposer des restrictions alors que nous savons que les dépenses vont remonter encore de plus de 8 p. 100. On gouverne en cachette. Je le répète, sous le gouvernement Trudeau, les dépenses ont augmenté d'environ 230 p. 100, mais il agit dans l'obscurité et en catimini.

● (1722)

Ce gouvernement est un chaud partisan des tribunaux secrets. Il ne veut pas se montrer franc avec ses commissaires et il dissimule les faits aux députés. A tous les points de vue il a perdu le droit de gouverner. On ne le lui enverra pas dire le moment venu, quand il aura le courage de consulter l'électorat.

Le déficit du ministère des Postes était de 67 millions de dollars il y a dix ans. Par son incompétence, le gouvernement l'a porté à 567 millions. Le déficit du ministère des Postes a donc augmenté de 500 millions de dollars en dix ans.

Le gouvernement pense encore en quelque sorte que si on peut acheter un timbre de cinq cents pour une pièce de cinq cents il n'y a pas eu d'inflation. Comme nous le savons tous, le timbre de 14c. n'a pas changé depuis le gouvernement Diefenbaker. On peut encore poster une lettre pour cinq cents. Les neuf autres cents servent à payer l'emmagasinement.

C'est la faute du gouvernement si les travailleurs, les entreprises et les citoyens du pays sont contre lui. Tout le monde est contre le gouvernement sauf lui-même qui se cramponne au pouvoir. Il est grand temps de le mettre au défi.

En dix ans, le nombre des employés des Postes est passé de 26,000 à 72,000, soit une augmentation de 172 p. 100. Même ceux dont le travail consiste à analyser les activités de ce gouvernement ont fait des déclarations grossières à ce sujet. L'ex-vérificateur général, Maxwell Henderson, quand il a prononcé un discours devant l'Association des cultivateurs de blé de Palliser, en Saskatchewan, le 4 janvier 1978, a donné une litanie d'exemples criants de la gabegie gouvernementale. Maxwell Henderson a parlé très clairement des dangers extrêmement graves qui menacent le pays. Dans un discours relativement long, il a démontré qu'on ne pouvait plus contrôler le gouvernement. J'ai ce discours devant moi, mais je ne le lirai pas en entier. La dernière ligne précise que le gouvernement est incapable de mettre un frein à ses prodigalités.

Si cela se passait aux États-Unis, le gouvernement serait littéralement mis en accusation. Parce qu'il est au Canada, il a peur de déclencher des élections. Le moins que l'on puisse dire au sujet de ces gens-là est que si le silence n'est peut-être pas d'or pour eux, il traduit en tout cas leur profonde inquiétude. S'ils avaient le moindre courage, ils demanderaient à leur premier ministre de leur donner l'occasion de faire l'objet d'un vote de confiance de la part des électeurs canadiens.